



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 28 octobre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. ELIAS, Mme DUBOURG, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BESNAULT, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL

Etait excusée:

Mme HOLGADO



Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

13 – MISE A DISPOSITION DE DONNEES ANONYMISEES ISSUES DES FICHIERS FONCIERS DE LA DGFIP - AUTORISATION DU MAIRE DE SIGNER LA CONVENTION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, il est nécessaire d'intégrer, dans le rapport de présentation, un état des lieux.

La commune connaît une forte problématique en termes de logement vacant. Afin d'expliciter ce phénomène, une analyse des données de localisation précises sur le recensement de ces derniers est indispensable. La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) peut mettre gratuitement à la disposition de la commune ce type d'information via la base de données Majic.

Pour contractualiser cette demande, il est nécessaire de signer un acte d'engagement.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet acte d'engagement avec la DDTM, ainsi que toutes pièces afférentes à l'opération.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 24 octobre 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le
Identifiant de télétransmission :

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK